

Fourniture des données de déficit et de dette pour 2010 - 1^{ère} notification

Déficit public de la zone euro et de l'UE27 respectivement de 6,0% et 6,4% du PIB

Dette publique à 85,1% et 80,0%

Le déficit public¹ s'est réduit en 2010 par rapport à 2009, tant dans la **zone euro**² (ZE17) que dans l'**UE27**, tandis que la dette publique¹ et le PIB ont augmenté. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la **zone euro**, passant de 6,3% en 2009³ à 6,0% en 2010, et dans l'**UE27**, passant de 6,8% à 6,4%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a augmenté dans la **zone euro**, de 79,3% à la fin de 2009 à 85,1% à la fin de 2010, et dans l'**UE27**, de 74,4% à 80,0%.

		2007	2008	2009	2010
Zone euro (ZE17)					
PIB prix du marché (pm)	(million euro)	9 035 939	9 264 270	8 970 953	9 204 316
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-60 082	-188 988	-566 680	-550 481
	(% du PIB)	-0,7	-2,0	-6,3	-6,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,9	46,9	50,8	50,4
Recettes publiques	(% du PIB)	45,2	44,8	44,5	44,4
Dette publique	(million euro)	5 984 848	6 472 881	7 116 276	7 837 207
	(% du PIB)	66,2	69,9	79,3	85,1
UE27					
PIB pm	(million euro)	12 398 526	12 494 352	11 788 046	12 280 644
Déficit public (-) / excédent (+)	(million euro)	-108 011	-296 010	-803 807	-784 107
	(% du PIB)	-0,9	-2,4	-6,8	-6,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,6	46,9	50,8	50,3
Recettes publiques	(% du PIB)	44,8	44,6	44,0	44,0
Dette publique	(million euro)	7 310 759	7 782 775	8 768 748	9 828 232
	(% du PIB)	59,0	62,3	74,4	80,0

En 2010, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en **Irlande** (-32,4%), en **Grèce** (-10,5%), au **Royaume-Uni** (-10,4%), en **Espagne** (-9,2%), au **Portugal** (-9,1%), en **Pologne** (-7,9%), en **Slovaquie** (-7,9%), en **Lettonie** (-7,7%), en **Lituanie** (-7,1%) et en **France** (-7,0%). Les plus faibles déficits ont été enregistrés au **Luxembourg** (-1,7%), en **Finlande** (-2,5%) et au **Danemark** (-2,7%). L'**Estonie** (0,1%) a enregistré un léger excédent public en 2010 tandis que la **Suède** (0,0%) a été en équilibre. Au total, vingt-et-un États membres ont enregistré une amélioration de leur solde public exprimé en pourcentage du PIB en 2010 par rapport à 2009 et six une détérioration.

A la fin de 2010, les plus bas niveaux de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (6,6%), en **Bulgarie** (16,2%), au **Luxembourg** (18,4%), en **Roumanie** (30,8%), en **Slovénie** (38,0%), en **Lituanie** (38,2%), en **République tchèque** (38,5%) et en **Suède** (39,8%). Quatorze États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB en 2010: la **Grèce** (142,8%), l'**Italie** (119,0%), la **Belgique** (96,8%), l'**Irlande** (96,2%), le **Portugal** (93,0%), l'**Allemagne** (83,2%), la **France** (81,7%), la **Hongrie** (80,2%), le **Royaume-Uni** (80,0%), l'**Autriche** (72,3%), **Malte** (68,0%), les **Pays-Bas** (62,7%), **Chypre** (60,8%) et l'**Espagne** (60,1%).

En 2010, les dépenses publiques⁴ dans la **zone euro** ont représenté 50,4% du PIB et les recettes publiques⁴ 44,4%. Dans l'**UE27**, elles ont été respectivement de 50,3% et 44,0%. Entre 2009 et 2010, le ratio des dépenses publiques a baissé dans les deux zones, tandis que celui des recettes publiques est resté pratiquement stable.

Réserves sur les données déclarées⁵

Roumanie: Eurostat a exprimé une réserve sur la qualité des données déclarées par la Roumanie, en raison des incertitudes sur l'impact de certaines entreprises publiques sur le déficit public, sur l'enregistrement des catégories SEC95 "autres comptes à recevoir et à payer", sur la nature et l'impact de certaines opérations financières et sur la consolidation des flux internes aux administrations publiques.

United Kingdom: Eurostat a exprimé une réserve sur la qualité des données déclarées par le Royaume-Uni en raison des incertitudes sur le moment de l'enregistrement des dépenses militaires. Le Royaume-Uni n'enregistre pas les dépenses militaires au moment de la livraison, tel que requis par la décision d'Eurostat du 9 mars 2006.

Modification par Eurostat des données déclarées⁶

Royaume-Uni: Eurostat a modifié les données du déficit notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2007 à 2010 afin qu'elles soient cohérentes avec l'enregistrement des recettes sur octroi de licences UMTS en 2000. Ceci aboutit à une augmentation des déficits publics pour les années 2007 et 2008 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2007/2008 et 2008/2009) de 1 044 millions de GBP (0,1% du PIB) et pour les années 2009 et 2010 (exercices budgétaires 2009/2010 et 2010/2011) de 1 045 millions de GBP (0,1% du PIB). Les chiffres de la dette sont inchangés.

Eurostat a aussi modifié les données du déficit et de la dette notifiées par le Royaume-Uni pour les années 2008 à 2010 (ainsi que pour les exercices budgétaires 2008/2009 à 2010/2011) pour assurer la conformité avec la note d'orientation d'Eurostat du 16 mars 2011 sur les structures de défaillance financière⁷, qui concernent Bradford & Bingley (B&B) et Northern Rock Asset Management (NRAM). Ceci a conduit à augmenter le déficit public de 360 millions de GBP (0,03% du PIB) en 2008 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2008/2009), de 571 millions de GBP (0,04% du PIB) en 2009 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2009/2010) et de 1 023 millions de GBP (0,07% du PIB) en 2010 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2010/2011). Les données déclarées de la dette ont été augmentées de 32 374 millions de GBP (2,24% du PIB) en 2008 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2008/2009), de 19 969 millions de GBP (1,43% du PIB) en 2009 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2009/2010) et de 56 821 millions de GBP (3,89% du PIB) en 2010 (ainsi que pour l'exercice budgétaire 2010/2011).

Autres points

i. Structures de défaillance financière

Un certain nombre d'États ont été confrontés aux conséquences de la crise bancaire et la nécessité de traiter les actifs dépréciés. Dans certains cas, ceci a conduit à l'établissement de structures spécifiques de défaillance financière, ayant un soutien important de la part de l'État. Ceci a été le cas au Danemark, en Allemagne, en Irlande, en Lettonie, en Autriche, au Portugal et au Royaume-Uni⁸.

ii. Prêts intergouvernementaux

Afin de consolider de façon appropriée la dette des administrations publiques dans les agrégats européens et de fournir cette information aux utilisateurs, Eurostat publie à présent des données sur les prêts gouvernementaux aux autres États de l'UE. En 2010, les données sur les prêts intergouvernementaux se réfèrent principalement aux prêts à la Grèce.

iii. Publication de tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière

L'annexe 2 présente des tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière pour l'UE et la zone euro. Eurostat publie des tableaux supplémentaires par État membre sur son site:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil

Ces tableaux contiennent des données sur le 'gain/ coût net pour les administrations publiques (impact sur le déficit public SEC95)' ainsi que sur 'l'encours des actifs et des passifs effectifs et des passifs contingents des administrations publiques' en relation avec les interventions publiques menées dans le contexte de la crise financière pour les années 2007 à 2010. Voir également la décision d'Eurostat sur l'enregistrement statistique des interventions publiques destinées à soutenir les institutions et les marchés financiers durant la crise financière (communiqué de presse d'Eurostat 103/2009 du 15 juillet 2009).

Informations générales

Dans le présent communiqué de presse, **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, fournit⁹ les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, basées sur les chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la **première notification de 2011** pour les années 2007 à 2010 en vue de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs. Cette notification est fondée sur le système de comptabilité nationale SEC95. Le présent communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques, ainsi qu'une annexe présentant les principales révisions depuis le communiqué de presse de novembre 2010.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la section consacrée aux statistiques de finances publiques, des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques ainsi que sur la contribution du déficit/excédent et autres facteurs pertinents à la variation du niveau de la dette (ajustement flux-stocks): http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/introduction.

1. Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le déficit (respectivement l'excédent) public est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales, et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen de Comptes, SEC95). La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).
 - Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE27: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euro sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen,
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
 - Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour Chypre, Malte, la Slovénie, la Slovaquie et l'Estonie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euro en utilisant le taux de change irrévocable.
2. Zone euro (ZE17): Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, Estonie, France, Irlande, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut Chypre, l'Estonie, Malte et la Slovaquie sur l'ensemble de la période, bien que Chypre et Malte aient rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2008, la Slovaquie le 1^{er} janvier 2009 et l'Estonie le 1^{er} janvier 2011.
3. Dans la précédente publication des données pour la procédure de déficits excessifs, les déficits publics de la ZE16 et de l'UE27 étaient en 2009 respectivement de 6,3% et 6,8% du PIB. La dette publique de la ZE16 était de 79,2% du PIB et celle de l'UE27 de 74,0% du PIB. Voir le communiqué de presse 170/2010 du 15 novembre 2010.
4. Les dépenses et les recettes publiques sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC95. Elles sont les sommes d'opérations non financières des administrations publiques. Elles incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement du Conseil 2223/96 tel que modifié. Il faut noter que le solde des finances publiques (c'est à dire la différence entre les recettes publiques totales et les dépenses) n'est pas exactement le même selon le SEC95 et celui calculé aux fins de la procédure concernant les déficits excessifs. Le règlement (CE) 2558/2001 sur le reclassement des paiements dans le cadre d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux, implique la coexistence de deux définitions pertinentes du déficit/excédent public:
 - La définition du SEC95 sur la capacité/besoin de financement n'inclut pas les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux, car ils sont enregistrés comme opérations financières.
 - Dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, les flux de paiements et de recettes résultant des accords de swaps et des contrats de garantie de taux sont enregistrés comme des intérêts et contribuent à la capacité/besoin de financement des administrations publiques.Pour 2010, dans la plupart des États membres, la différence entre les deux soldes, quand elle existe, est mineure excepté en **Suède** (0,31% du PIB), en **Finlande** (0,31% du PIB), au **Danemark** (0,21% du PIB), en **Belgique** (0,13% du PIB), en **Italie** (0,11% du PIB), aux **Pays-Bas** (0,10% du PIB) et en **Grèce** (-0,10% du PIB). Ces différences améliorent la capacité/besoin de financement pour la procédure de déficits excessifs pour tous les pays mentionnés, sauf la Grèce.
5. Le terme de "réserves" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil 479/2009, tel que modifié. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.
6. Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil 479/2009, tel que modifié, la Commission (Eurostat) peut modifier les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).
7. La note d'orientation sur les structures de défaillance financière se trouve sur le site web d'Eurostat à l'adresse suivante: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/methodology/guidance_accounting_rules
8. Une note séparée sur le traitement statistique de l'engagement public dans la crise bancaire en 2010 est disponible: voir la section 2 de la note d'Eurostat d'avril 2011 sur les tableaux supplémentaires sur la crise financière à l'adresse suivante: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil
9. Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil 479/2009, tel que modifié, Eurostat fournit, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données de déficit et de dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs. La fourniture des données doit faire l'objet d'une publication.

Pour plus d'informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, voir le règlement du Conseil 479/2009 tel que modifié par le règlement du Conseil 679/2010 (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2009R0479:20100819:FR:PDF>), le règlement du Conseil 2223/96, tel que modifié (une version consolidée est disponible à: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/consleg/1996/R/01996R2223-20030807-fr.pdf>) et la publication d'Eurostat "ESA95 manual on government deficit and debt", troisième édition (2010): http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/product_details/publication?p_product_code=KS-RA-09-017.

Publié par : **Service de presse d'Eurostat**
Tim ALLEN
Tél: +352-4301-33 444
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Communiqués de presse sur internet: <http://ec.europa.eu/eurostat>
Une sélection des principaux indicateurs économiques européens: <http://ec.europa.eu/eurostat/euroindicators>

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2007	2008	2009	2010
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	335 085	345 006	339 162	352 324
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 033	-4 345	-19 981	-14 355
	(% du PIB)	-0,3	-1,3	-5,9	-4,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,4	50,1	54,1	53,1
Recettes publiques	(% du PIB)	48,1	48,8	48,1	48,9
Dette publique	(millions euro)	282 106	309 191	326 371	341 019
	(% du PIB)	84,2	89,6	96,2	96,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			130	830
	(% du PIB)			0,0	0,2
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	60 185	69 295	68 322	70 474
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	683	1 149	-3 189	-2 269
	(% du PIB)	1,1	1,7	-4,7	-3,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	39,7	37,6	40,7	37,7
Recettes publiques	(% du PIB)	40,8	39,3	36,0	34,5
Dette publique	(millions BGN)	10 360	9 484	10 000	11 428
	(% du PIB)	17,2	13,7	14,6	16,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions BGN)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	3 535 460	3 688 997	3 625 865	3 669 759
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-23 875	-100 346	-212 891	-172 782
	(% du PIB)	-0,7	-2,7	-5,9	-4,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,5	42,9	45,9	45,2
Recettes publiques	(% du PIB)	41,8	40,2	40,1	40,5
Dette publique	(millions CZK)	1 023 784	1 104 915	1 279 622	1 413 544
	(% du PIB)	29,0	30,0	35,3	38,5
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions CZK)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 695 264	1 740 843	1 656 108	1 745 740
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	81 582	56 111	-44 964	-47 412
	(% du PIB)	4,8	3,2	-2,7	-2,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,8	51,9	58,4	58,2
Recettes publiques	(% du PIB)	55,6	55,2	55,6	55,3
Dette publique	(millions DKK)	466 897	600 070	691 925	760 740
	(% du PIB)	27,5	34,5	41,8	43,6
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions DKK)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 432 400	2 481 200	2 397 100	2 498 800
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	6 550	2 820	-72 910	-81 630
	(% du PIB)	0,3	0,1	-3,0	-3,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,6	43,8	47,5	46,6
Recettes publiques	(% du PIB)	43,8	43,9	44,5	43,3
Dette publique	(millions euro)	1 578 814	1 644 138	1 760 753	2 079 629
	(% du PIB)	64,9	66,3	73,5	83,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			784	6 049
	(% du PIB)			0,0	0,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2007	2008	2009	2010
Estonie					
PIB pm	(millions euro)	15 828	16 107	13 861	14 501
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	402	-457	-240	18
	(% du PIB)	2,5	-2,8	-1,7	0,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,4	39,9	45,2	40,0
Recettes publiques	(% du PIB)	36,9	37,0	43,4	40,1
Dettes publiques	(millions euro)	592	741	991	951
	(% du PIB)	3,7	4,6	7,2	6,6
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	189 374	179 989	159 645	153 939
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	128	-13 196	-22 795	-49 903
	(% du PIB)	0,1	-7,3	-14,3	-32,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,7	42,8	48,2	67,0
Recettes publiques	(% du PIB)	36,8	35,5	33,9	34,6
Dettes publiques	(millions euro)	47 361	79 837	104 782	148 074
	(% du PIB)	25,0	44,4	65,6	96,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	345
	(% du PIB)			0,0	0,2
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	227 074	236 917	235 017	230 173
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-14 524	-23 121	-36 306	-24 193
	(% du PIB)	-6,4	-9,8	-15,4	-10,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,6	49,7	52,9	49,5
Recettes publiques	(% du PIB)	40,0	39,9	37,3	39,1
Dettes publiques	(millions euro)	239 364	262 318	298 706	328 588
	(% du PIB)	105,4	110,7	127,1	142,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	1 053 537	1 088 124	1 053 914	1 062 591
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	20 066	-45 189	-117 306	-98 227
	(% du PIB)	1,9	-4,2	-11,1	-9,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	39,2	41,3	45,8	45,0
Recettes publiques	(% du PIB)	41,1	37,1	34,7	35,7
Dettes publiques	(millions euro)	380 661	433 611	561 319	638 767
	(% du PIB)	36,1	39,8	53,3	60,1
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	2 585
	(% du PIB)			0,0	0,2
France					
PIB pm	(millions euro)	1 895 284	1 948 511	1 907 145	1 947 576
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-51 557	-64 299	-142 540	-136 525
	(% du PIB)	-2,7	-3,3	-7,5	-7,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	52,4	52,9	56,2	56,2
Recettes publiques	(% du PIB)	49,6	49,5	48,7	49,2
Dettes publiques	(millions euro)	1 211 563	1 318 601	1 492 746	1 591 169
	(% du PIB)	63,9	67,7	78,3	81,7
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	4 448
	(% du PIB)			0,0	0,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2007	2008	2009	2010
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 546 177	1 567 761	1 519 702	1 548 816
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-23 541	-42 705	-81 741	-71 211
	(% du PIB)	-1,5	-2,7	-5,4	-4,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,9	48,8	51,8	50,5
Recettes publiques	(% du PIB)	46,4	46,1	46,5	46,0
Dettes publiques	(millions euro)	1 602 115	1 666 603	1 763 864	1 843 015
	(% du PIB)	103,6	106,3	116,1	119,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	3 890
	(% du PIB)			0,0	0,3
Chypre					
PIB pm	(millions euro)	15 879	17 287	16 946	17 465
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	537	158	-1 011	-926
	(% du PIB)	3,4	0,9	-6,0	-5,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,2	41,7	45,8	46,6
Recettes publiques	(% du PIB)	44,6	42,6	39,8	41,3
Dettes publiques	(millions euro)	9 262	8 347	9 826	10 619
	(% du PIB)	58,3	48,3	58,0	60,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	43
	(% du PIB)			0,0	0,2
Lettonie					
PIB pm	(millions LVL)	14 780	16 188	13 083	12 736
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LVL)	-52	-682	-1 264	-984
	(% du PIB)	-0,3	-4,2	-9,7	-7,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	35,8	38,8	44,2	42,9
Recettes publiques	(% du PIB)	35,4	34,6	34,6	35,2
Dettes publiques	(millions LVL)	1 330	3 181	4 802	5 694
	(% du PIB)	9,0	19,7	36,7	44,7
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions LVL)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Lituanie					
PIB pm	(millions LTL)	98 669	111 483	91 526	94 625
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions LTL)	-1 001	-3 664	-8 727	-6 705
	(% du PIB)	-1,0	-3,3	-9,5	-7,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,8	37,4	44,0	41,3
Recettes publiques	(% du PIB)	33,8	34,1	34,5	34,2
Dettes publiques	(millions LTL)	16 698	17 375	26 983	36 114
	(% du PIB)	16,9	15,6	29,5	38,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions LTL)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	37 490	39 644	38 073	41 598
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	1 374	1 172	-348	-710
	(% du PIB)	3,7	3,0	-0,9	-1,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,2	36,9	42,2	41,2
Recettes publiques	(% du PIB)	39,8	39,8	41,3	39,5
Dettes publiques	(millions euro)	2 502	5 395	5 541	7 661
	(% du PIB)	6,7	13,6	14,6	18,4
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	55
	(% du PIB)			0,0	0,1

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2007	2008	2009	2010
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	25 321 478	26 753 906	26 054 327	27 119 836
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-1 274 100	-985 940	-1 182 573	-1 132 029
	(% du PIB)	-5,0	-3,7	-4,5	-4,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,0	48,8	50,5	48,9
Recettes publiques	(% du PIB)	45,0	45,2	46,1	44,6
Dettes publiques	(millions HUF)	16 732 814	19 346 851	20 422 403	21 749 418
	(% du PIB)	66,1	72,3	78,4	80,2
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions HUF)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Malte					
PIB pm	(millions euro)	5 462	5 904	5 851	6 246
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-128	-268	-217	-226
	(% du PIB)	-2,4	-4,5	-3,7	-3,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,6	43,5	43,2	42,3
Recettes publiques	(% du PIB)	40,3	39,0	39,5	38,7
Dettes publiques	(millions euro)	3 385	3 632	3 954	4 248
	(% du PIB)	62,0	61,5	67,6	68,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	20
	(% du PIB)			0,0	0,3
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	571 773	596 226	571 979	591 477
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	1 048	3 389	-31 318	-31 979
	(% du PIB)	0,2	0,6	-5,5	-5,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,3	46,0	51,4	51,2
Recettes publiques	(% du PIB)	45,4	46,6	45,9	45,9
Dettes publiques	(millions euro)	258 982	347 065	347 610	371 028
	(% du PIB)	45,3	58,2	60,8	62,7
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	1 247
	(% du PIB)			0,0	0,2
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	272 010	283 085	274 320	284 002
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 372	-2 635	-11 296	-13 169
	(% du PIB)	-0,9	-0,9	-4,1	-4,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,0	49,3	53,0	53,0
Recettes publiques	(% du PIB)	48,0	48,3	48,8	48,3
Dettes publiques	(millions euro)	165 024	180 475	191 002	205 212
	(% du PIB)	60,7	63,8	69,6	72,3
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	607
	(% du PIB)			0,0	0,2
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	1 176 737	1 275 432	1 343 657	1 415 514
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-22 134	-46 849	-98 714	-111 154
	(% du PIB)	-1,9	-3,7	-7,3	-7,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,2	43,2	44,5	45,7
Recettes publiques	(% du PIB)	40,3	39,5	37,2	37,8
Dettes publiques	(millions PLN)	529 370	600 829	684 073	778 212
	(% du PIB)	45,0	47,1	50,9	55,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions PLN)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2007	2008	2009	2010
Portugal					
PIB pm	(millions euro)	169 319	171 983	168 610	172 546
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-5 333	-6 081	-17 039	-15 783
	(% du PIB)	-3,1	-3,5	-10,1	-9,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,4	44,7	49,8	50,7
Recettes publiques	(% du PIB)	41,1	41,1	39,7	41,5
Dette publique	(millions euro)	115 587	123 108	139 945	160 470
	(% du PIB)	68,3	71,6	83,0	93,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	548
	(% du PIB)			0,0	0,3
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	416 007	514 700	498 008	513 641
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-10 935	-29 515	-42 439	-33 074
	(% du PIB)	-2,6	-5,7	-8,5	-6,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,3	38,3	40,6	40,8
Recettes publiques	(% du PIB)	33,7	32,6	32,1	34,3
Dette publique	(millions RON)	52 417	68 849	117 294	158 005
	(% du PIB)	12,6	13,4	23,6	30,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions RON)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	34 568	37 305	35 384	36 061
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-22	-673	-2 109	-2 027
	(% du PIB)	-0,1	-1,8	-6,0	-5,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,5	44,1	49,0	49,0
Recettes publiques	(% du PIB)	42,4	42,3	43,1	43,5
Dette publique	(millions euro)	7 981	8 180	12 449	13 704
	(% du PIB)	23,1	21,9	35,2	38,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	103
	(% du PIB)			0,0	0,3
Slovaquie					
PIB pm	(millions euro)	61 555	67 007	63 051	65 906
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 115	-1 397	-5 022	-5 207
	(% du PIB)	-1,8	-2,1	-8,0	-7,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,3	35,0	41,5	41,0
Recettes publiques	(% du PIB)	32,5	32,9	33,6	33,1
Dette publique	(millions euro)	18 198	18 624	22 331	26 998
	(% du PIB)	29,6	27,8	35,4	41,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	179 702	184 649	171 193	180 295
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	9 314	7 788	-4 502	-4 427
	(% du PIB)	5,2	4,2	-2,6	-2,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,2	49,3	56,3	55,1
Recettes publiques	(% du PIB)	52,4	53,5	53,4	52,3
Dette publique	(millions euro)	63 225	63 015	74 998	87 216
	(% du PIB)	35,2	34,1	43,8	48,4
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions euro)			0	392
	(% du PIB)			0,0	0,2

PIB, déficit/excédent et dette dans l'UE (en monnaie nationale)

		2007	2008	2009	2010
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	3 126 018	3 204 320	3 089 181	3 301 072
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	112 806	71 454	-21 134	-1 185
	(% du PIB)	3,6	2,2	-0,7	0,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,0	51,7	55,2	53,0
Recettes publiques	(% du PIB)	54,5	53,9	54,2	52,7
Dette publique	(millions SEK)	1 257 470	1 243 295	1 320 825	1 312 601
	(% du PIB)	40,2	38,8	42,8	39,8
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions SEK)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
Royaume Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 404 845	1 445 580	1 394 989	1 453 616
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-38 324	-72 651	-158 638	-151 001
	(% du PIB)	-2,7	-5,0	-11,4	-10,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,0	47,4	51,4	50,9
Recettes publiques	(% du PIB)	41,3	42,5	40,3	40,6
Dette publique	(millions GBP)	624 700	785 979	970 472	1 162 635
	(% du PIB)	44,5	54,4	69,6	80,0
pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière	(millions GBP)			0	0
	(% du PIB)			0,0	0,0
<i>Année budgétaire (ab)</i>		2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 423 649</i>	<i>1 432 418</i>	<i>1 406 248</i>	<i>1 473 000</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-39 293</i>	<i>-98 805</i>	<i>-161 927</i>	<i>-146 791</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>-2,8</i>	<i>-6,9</i>	<i>-11,5</i>	<i>-10,0</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>620 111</i>	<i>832 318</i>	<i>1 020 204</i>	<i>1 215 921</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>43,6</i>	<i>58,1</i>	<i>72,5</i>	<i>82,5</i>
<i>pour mémoire:prêts intergouvernementaux dans le contexte de la crise financière</i>	<i>(millions GBP)</i>			<i>0</i>	<i>0</i>
	<i>(% du PIB)</i>			<i>0,0</i>	<i>0,0</i>

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Annexe 1

Principales révisions entre les notifications d'octobre 2010 et d'avril 2011

Des explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les plus importantes révisions du déficit et de la dette des années 2007 à 2009, effectuées entre les notifications d'octobre 2010 et d'avril 2011, ainsi que pour celles du PIB.

Par rapport à la notification d'octobre 2010, il y a une révision du déficit public de 2009 de +0,6% dans un Etat membre, des révisions comprises entre +0,2% et -0,2% dans vingt-trois Etats membres, et des révisions comprises entre -0,4% et -0,7% dans trois Etats membres.

Déficit

Grèce: la hausse du déficit en 2008 est due à la mise à jour des données relatives principalement aux comptes à payer des administrations de sécurité sociale.

Lettonie: la baisse du déficit en 2009 est due principalement au changement du moment d'enregistrement des recettes provenant des ventes des quotas d'émission de Kyoto.

Lituanie: la hausse du déficit en 2009 est due principalement à de nouvelles données sur le sous-secteur des administrations locales.

Autriche: la hausse du déficit pour les années 2007 à 2009 est due à la reprise de dette de la compagnie ferroviaire et d'hôpitaux publics.

Portugal: la hausse du déficit pour les années 2007 à 2009 est due au classement de trois entreprises publiques dans le secteur des administrations publiques.

Slovénie: la hausse du déficit en 2009 est principalement due à la mise à jour des données relatives aux impôts et subventions.

Suède: la baisse du déficit en 2009 est principalement due à la mise à jour des données relatives aux impôts sur le revenu.

Dette

Autriche: l'augmentation de la dette pour les années 2007 à 2009 est due à la reprise de dette de la compagnie ferroviaire et d'hôpitaux publics et à l'inclusion des comptes à payer relatifs aux cash collatéraux sur les instruments financiers dérivés.

Portugal: l'augmentation de la dette pour les années 2007 à 2009 est due au classement de trois entreprises publiques dans le secteur des administrations publiques.

Slovénie: l'augmentation de la dette principalement en 2008 est due à la mise à jour des données relatives aux obligations émises par l'administration centrale.

Suède: l'augmentation de la dette en 2008 et 2009 est principalement due à l'inclusion des comptes à payer relatifs aux cash collatéraux sur les instruments financiers dérivés.

Royaume-Uni: l'augmentation de la dette en 2008 et 2009 est due à la modification par Eurostat des données concernant les structures de défaillance financière.

PIB

Par rapport au PIB notifié en octobre 2010, le PIB de 2009 notifié en avril 2011 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par un certain nombre d'Etats membres pour de faibles montants. Une hausse de plus de 1% du PIB a été notifiée pour Malte et la Roumanie. Les variations du PIB affectent les ratios de déficit et de dette par un effet de dénominateur.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'octobre 2010 et la notification d'avril 2011

		Déficit/excédent*			Dette		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rép. tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,3	0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,4	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,2
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,3	-0,1	0,4	0,4	0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,3	-0,1	0,3	0,4	0,3
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,6	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,6	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Révisions des ratios de déficit/excédent public et de dette publique
entre la notification d'octobre 2010 et la notification d'avril 2011

		Déficit/excédent*			Dette		
		2007	2008	2009	2007	2008	2009
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,2	0,1	0,3	-1,6	-1,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,1	0,1	0,2	-1,7	-1,2
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,4	-0,5	-0,6	1,4	1,3	2,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,4	-0,5	-0,6	1,4	1,3	2,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,4	-0,6	-0,8	5,5	6,3	6,9
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,4	-0,6	-0,8	5,7	6,3	7,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,2
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-0,6	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-0,6	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,2	0,2	0,6	0,9
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,2	0,5	0,6
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	1,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	1,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
UE27	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	0,4
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ZE17	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

Annexe 2

Tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière Interventions publiques destinées à soutenir les institutions financières¹

Tableau 1: Gain/coût net pour les administrations publiques enregistré dans le déficit public selon le SEC95
en millions d'euros

	Zone euro (ZE17)				UE27			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
A Recettes (a+b+c+d)	0	1 212	8 146	12 494	262	29 488	19 581	17 578
a Rémunération sur garanties à recevoir	0	243	3 204	5 605	0	744	6 289	8 667
b Intérêts à recevoir	0	593	3 673	5 604	262	1 765	5 103	7 037
c Dividendes à recevoir	0	69	1 237	1 176	0	69	1 237	1 248
d Autres	0	6	32	109	0	26 609	6 952	627
B Dépenses (e+f+g+h)	0	4 438	15 847	56 329	200	39 042	35 310	61 435
e Intérêts à payer ²	0	735	5 669	7 535	0	1 474	9 197	12 093
f Apports de capitaux augmentant le déficit (transferts en capital)	0	1 100	10 067	35 678	0	4 199	22 955	36 019
g Appels de garantie	0	0	0	450	0	0	0	450
h Autres	0	2 603	111	12 666	200	33 368	3 158	12 874
C Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B)	0	-3 227	-7 701	-43 834	61	-9 553	-15 729	-43 857
C Gain/coût net pour les administrations publiques (A-B) (en % du PIB)	0,00	-0,03	-0,09	-0,48	0,00	-0,08	-0,13	-0,36

Source: Eurostat

Tableau 2: Encours des actifs et des passifs effectifs⁴ et des passifs contingents des administrations publiques
en millions d'euros³

	Zone euro (ZE17)				UE27					
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010		
Administrations publiques	Actifs (D=a+b+c)	D Patrimoine de clôture	150	175 398	210 254	440 375	150	214 226	305 755	562 720
		a Crédits	0	49 487	20 655	19 864	0	69 786	56 249	63 416
		b Titres autres qu'actions ⁴	0	56 662	78 460	306 481	0	61 911	84 635	312 647
		c Actions et autres participations	150	69 249	110 400	113 290	150	82 529	164 131	185 916
	Passifs (E=d+e)	E Patrimoine de clôture enregistré dans la dette publique selon le SEC95	150	178 866	222 285	493 457	149	245 758	361 109	643 625
d Crédits		0	25 725	41 271	274 659	0	28 580	43 029	275 654	
e Titres autres qu'actions ⁴		150	153 141	181 014	218 799	149	217 178	318 080	367 971	
Hors adm. publiques	Passifs contingents (F=f+g+h)	F Patrimoine de clôture Non enregistré dans la dette publique selon le SEC95	0	509 346	773 908	601 837	36 719	847 977	1 428 785	1 065 152
		f Passifs et actifs sous garantie des administrations publiques ⁵	0	493 156	686 405	439 105	36 719	638 013	1 109 670	774 631
		g Titres émis dans le cadre d'un dispositif de soutien à la liquidité ⁶	0	1 890	4 617	58 939	0	195 664	236 228	186 727
		h Entités dédiées au soutien des banques (SPEs ⁷)	0	14 300	82 887	103 793	0	14 300	82 887	103 793
En % du PIB	D Patrimoine de clôture - actifs	0,0	1,9	2,3	4,8	0,0	1,7	2,6	4,6	
	E Patrimoine de clôture - passifs	0,0	1,9	2,5	5,4	0,0	2,0	3,1	5,2	
	F Patrimoine de clôture - passifs contingents	0,0	5,5	8,6	6,5	0,3	6,8	12,1	8,7	

Source: Eurostat

Les tableaux supplémentaires relatifs à la crise financière visent à donner une image complète de l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics, des interventions publiques relatives à la crise financière.

Ces tableaux montrent seulement les interventions publiques qui concernent directement le soutien aux institutions

financières. Les mesures de soutien aux institutions non financières ainsi qu'à l'économie en général ne sont pas incluses dans les tableaux.

Le tableau 1 présente les données enregistrées dans les comptes publics et qui ont un impact effectif sur le déficit/excédent public. Le tableau 2 présente les données sur les stocks d'actifs et de passifs financiers résultant des interventions de soutien aux institutions financières. Il distingue les activités inscrites aux passifs des administrations publiques (incluses dans la dette publique) et celles qui peuvent potentiellement contribuer aux passifs des administrations publiques dans le futur, mais qui sont actuellement contingentes (ou conditionnelles) de futurs événements (non incluses pour le moment dans la dette publique).

En particulier, la ligne C du tableau 1 montre l'impact net en termes d'excédent/déficit public des interventions publiques directes dans la crise financière. Il apparaît que ces interventions ont accru en 2010 le déficit public de l'**UE27** de 43,86 milliards d'euros (0,36% du PIB). Dans la **zone euro**, l'impact net a été de 43,83 mrd en 2010 (0,48% du PIB).

Le tableau 2 montre que l'impact sur la dette publique a été en 2010 de 643,63 milliards d'euros (patrimoine de clôture des passifs) dans l'**UE27** (5,2% du PIB). L'impact a été de 493,46 mrd dans la **zone euro** (5,4% du PIB). En ce qui concerne les passifs contingents (ayant un impact potentiel sur la dette et éventuellement sur le déficit), ceux-ci se montent à 1065,15 milliards dans l'**UE27** (8,7% du PIB) et à 601,84 mrd dans la **zone euro** (6,5% du PIB).

Des tableaux complémentaires par Etat membre sur l'impact effectif et potentiel sur le déficit et la dette publics sont publiés sur le site d'Eurostat:

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/government_finance_statistics/excessive_deficit/supplementary_tables_financial_turmoil

1. Ce tableau retrace les interventions des administrations publiques en soutien du secteur financier. Il n'inclut pas celles qui s'inscrivent dans un cadre plus général de relance de l'activité économique.
2. Les intérêts à payer sont estimés sur la base des intérêts actuels, sauf quand il existe un financement dédié (voir note explicative).
3. Tous les instruments financiers dans le tableau 2 sont en valeur nominale, à l'exception des actions cotées ordinaires du côté des actifs (qui doivent être enregistrées à la valeur de marché).
4. Par convention, pour évaluer les passifs des administrations publiques (qui sont l'impact sur la dette Maastricht des activités de soutien au secteur financier), les transferts de cash des administrations publiques liés par exemple aux apports de capitaux, attribution de crédits et achat d'actifs sont présumés avoir un impact direct sur la dette publique, à l'exception de l'impact des emprunts directs. En outre, devrait être incluse l'imputation des coûts financiers (intérêts accumulés).
5. Il s'agit de garanties accordées par des administrations publiques à des actifs et passifs hors administrations publiques, à l'exclusion de la garantie des dépôts bancaires et de la garantie des engagements des SPEs incluse en (h). Il s'agit des seules garanties "actives" et non des plafonds de garantie annoncés dans certains plans. Cela inclut également les garanties sur des actifs, qui, en cas d'appel de la garantie, impliquent d'enregistrer un passif des administrations publiques.
6. Les titres émis dans ces dispositifs très spécifiques de soutien à la liquidité ne sont pas inclus dans la dette publique (voir la décision d'Eurostat et la note d'accompagnement pour plus de détails). Par convention dans la partie 2, ils sont enregistrés ici, comme les garanties, en "passifs contingents, hors administrations publiques", quoique l'exposition des gouvernements soit susceptible d'être limité.
7. Dans ce cas précis, ces entités ("Special Purposes Entities") dédiées au soutien des banques dans lesquelles les gouvernements ont un rôle significatif y compris celui de garant, sont classées en-dehors des administrations publiques (voir la décision d'Eurostat et la note d'accompagnement pour plus de détails). Leurs engagements sont enregistrés en dehors du secteur des administrations publiques (comme passifs contingents des administrations publiques).